

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 24/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIER TRANSICOLD INDUSTRIES

810 route de Paris
BP 16
76520 Franqueville-Saint-Pierre

Références : UDRD-2026-02-T-72
Code AIOT : 0005802855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement CARRIER TRANSICOLD INDUSTRIES implanté 810, route de Paris BP 16 76520 Franqueville-Saint-Pierre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a pour objectif le récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2025 suite au dépôt en 2021 du porter à connaissance relatif à la construction d'une plateforme de stockage de gaz et fluide process .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIER TRANSICOLD INDUSTRIES
- 810, route de Paris BP 16 76520 Franqueville-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0005802855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le groupe CARRIER est un des principaux fournisseurs mondiaux de technologie de chauffage et climatisation. Le site de Franqueville Saint Pierre, sur lequel travaillent environ 500 salariés et intérimaires, est spécialisé dans l'assemblage de systèmes de réfrigération pour les poids lourds et véhicules utilitaires, destinés au marché mondial. A ce titre, l'établissement CARRIER TRANSICOLD INDUSTRIES est autorisé par arrêté préfectoral du 12 mai 2025 à exploiter des installations relevant de la rubrique 2931 pour les tests des groupes froid sur banc moteur, et de la rubrique 1185 pour le stockage et l'emploi de fluides frigorigènes.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Conditions de rejets à l'atmosphère | Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 2-2-4 et 2-2-5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 5 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-6-4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 7 | Confinement de pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-4-3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 2 | Exercice incendie | Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-5-2 | Sans objet |
| 3 | Vérifications des systèmes de détection | Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-5-3-3 | Sans objet |
| 4 | Dispositions constructives | Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-4-1-2 | Sans objet |
| 6 | Surveillance et contrôle des accès | Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 1-8 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La construction de la plateforme de stockage de gaz et fluide process qui a fait l'objet d'un porter à connaissance en 2021 n'est à ce jour pas terminée et devrait être finalisée à la fin du mois de juin 2026. Des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2025 encadrant l'activité du site et révisé après instruction du porter à connaissance n'ont donc pas pu être vérifiées. Il a été constaté toutefois que les travaux ont bien été initiés, notamment la réalisation des murs coupe-feu. Il appartient à l'exploitant de poursuivre ses travaux en conformité avec l'arrêté préfectoral.

Il a été noté que le projet d'implantation d'une cuve tampon de 1000 L de fluide frigorigène inflammable prévu sur la plateforme et générateur de phénomènes dangereux dans l'étude de dangers est finalement annulé.

De plus, par rapport au projet initial, l'exploitant a fait le choix de remplacer une colonne sèche par un poteau incendie supplémentaire sur le site. Il transmettra à l'inspection un justificatif de réception de ce poteau et l'avis favorable du SDIS sur ce changement de solution.

Concernant les émissions atmosphériques, l'étude prescrite est attendue pour le mois de mars et devra être transmise à l'inspection. Des justificatifs sont également attendus sur les volumes de rétention au droit de la zone de dépotage et sur le relevé de vérification des poteaux incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejets à l'atmosphère

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 2-2-4 et 2-2-5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des cheminées |
| Prescription contrôlée : <u>2.2.4 Dispositions particulières - conditions de rejets à l'atmosphère</u> L'exploitant évalue l'incidence des rejets à l'atmosphère issus des repères n°32 à 39, n°44 et n°47 à 49 sur l'environnement et la santé humaine, et du cumul des incidences avec les autres rejets de l'établissement. L'étude associée est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. En cas d'impacts significatifs relevés, des mesures doivent être engagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables sur l'environnement et la santé. <u>2.2.5 Dispositions particulières - hauteurs des cheminées</u> Dans l'objectif de respecter l'article 52 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'exploitant doit déterminer, en application des dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté ministériel susvisé, la hauteur minimale nécessaire des cheminées de chaque rejet à l'atmosphère. L'étude associée est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Constats : Les ateliers comprennent 37 exutoires raccordés aux différentes installations générant des émissions atmosphériques, notamment les postes de brasage, les bancs d'essais. Pour répondre aux prescriptions d'une étude des incidences des rejets à l'atmosphère et sur la hauteur des cheminées, l'exploitant a passé commande auprès d'un prestataire en juillet 2025, bon de commande qui a pu être vérifié, daté du 28 juillet. Pour réaliser cette étude, l'exploitant a précisé qu'il a été nécessaire de réaliser des mesures d'émissions complémentaires au programme de surveillance périodique, mesures qui se sont échelonnées à l'automne en fonction des plannings de production. Le prestataire a prévu de finaliser l'étude en mars 2026. Il a été vérifié par sondage les résultats des mesures des émissions atmosphériques du 25/09/25 sur le conduit, repère 5, correspondant à l'extraction de l'air ambiant d'une cabine d'essais « Trucks ». Les valeurs de concentration mesurées en poussières, HAP, métaux, CO, NOX sont |

| |
|--|
| conformes, inférieures aux valeurs limite d'émissions. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant de transmettre les conclusions de l'étude prescrite relative aux conditions de rejets atmosphériques dans un délai de deux mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : Exercice incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-5-2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité des installations |
| Prescription contrôlée : |
| L'exploitant réalise a minima un exercice annuel relatif à l'évacuation et à la mise en sécurité des installations. Pour chaque exercice, il est réalisé un rapport détaillant les temps d'évacuation, les problématiques rencontrées, et le cas échéant, les axes d'amélioration mis en œuvre. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : |
| L'exploitant a présenté le compte rendu du dernier exercice incendie inopiné du 21 octobre 2025, avec un scénario de départ de feu dans une poubelle et une victime au sol. Le compte rendu fait bien mention du déroulé de l'exercice et des temps d'évacuation du personnel. Par ailleurs , l'exploitant précise mettre à jour actuellement la fiche FIRE en collaboration avec le SDIS. Pour l'instant c'est le plan ETARE qui est toujours en vigueur. De plus, suite à l'installation d'un 4ème hydrant sur le site dont la localisation a été approuvée par le SDIS, l'exploitant projette un exercice avec la caserne locale après la mise en service de la plateforme de stockage. L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur le compte rendu d'exercice et invite l'exploitant à finaliser dans les meilleurs délais la fiche FIRE et à organiser régulièrement des visites ou des exercices incendie avec les services de secours pour leur permettre une bonne connaissance du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Vérifications des systèmes de détection

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-5-3-3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques |
| Prescription contrôlée : |
| L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. |

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés, entretenus et vérifiés régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

L'exploitant a retenu les dispositifs de détection suivants : détecteurs de fumée dans les bâtiments, détection par aspiration dans la zone de stockage de produits chimiques, détection thermo-vélocimétrique dans les postes de chargement de produit chimique (demande de l'assureur), détecteurs H₂ au niveau des postes de charge des chariots élévateurs, détecteurs NOX et gaz A2L dans les cabines de tests, détecteurs CH₄ au laboratoire, système d'extinction automatique dans les cabines d'essai après détection de fumée . Il est également prévu l'installation de détecteurs gaz sur la plateforme de stockage des gaz frigorigènes.

L'exploitant précise que les dispositifs de détection sont vérifiés semestriellement par le même prestataire. Il a été consulté par sondage le rapport du 14 août 2025 avec une intervention du 11 au 14 août avec quelques remarques levées par l'exploitant. Celui-ci était en attente du dernier rapport de vérification initiée en décembre 2025.

La consultation du rapport de vérification n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-4-1-2

Thème(s) : Risques accidentels, Plateforme extérieure de stockage

Prescription contrôlée :

La plateforme extérieure de stockage regroupant les fluides et gaz process du site présente les dispositions constructives détaillées ci-dessous.

Chaque fût à pression de gaz réfrigérant est ceinturé sur trois côtés par une protection de degré coupe-feu deux heures de manière à séparer les fûts à pression indépendamment les uns des autres.

Les stockages de GNR et d'huile sont séparés des autres stockages de gaz par un mur de degré coupe-feu quatre heures (EI 240) et d'une hauteur minimale de 3 mètres. Ces stockages sont séparés des limites de propriété au Nord-Ouest par un mur de degré coupe-feu quatre heures et d'une hauteur minimale de 3 mètres.

Les stockages d'oxygène, d'acétylène et hélium sont séparés les uns des autres par un mur de degré coupe-feu deux heures et d'une hauteur minimale de 3 mètres. Ces stockages sont séparés des limites de propriété au Nord-Ouest par un mur de degré coupe-feu et deux heures d'une hauteur minimale de 3 mètres.

Le local de pompage de R454A est disposé dans un conteneur doté de parois de degré coupe-feu deux heures.

Le stockage de GNR est protégé dans un conteneur dédié fermé et est doté d'un système de détection de fuite.

L'ensemble des stockages de gaz est grillagé et protégé de tout risque de choc.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent article, particulièrement les justificatifs de conformité aux règles de tenue au feu, sont conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les canalisations de transport de fluides dangereux sont aériennes et protégées contre le risque de choc. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés

| |
|---|
| permettant de s'assurer de leur bon état. |
| <p>Constats :</p> <p>La construction de la plateforme de stockage de gaz n'est pas terminée mais les dispositions constructives retenues par l'exploitant ont pu être visualisées. La zone de stockage est tout d'abord entourée sur trois côtés par une clôture avec panneaux en béton sur une hauteur de 2 mètres environ. L'entrée sur la zone est protégée par une barrière. Les futures zones de stockage sont entourées chacune sur 3 côtés par un mur coupe-feu fait en parpaings sur une hauteur de 3 mètres.</p> <p>D'un côté, 4 îlots sont ainsi délimités pour accueillir les stockages d'hélium, d'acétylène, d'oxygène, le stockage de GNR et d'huile. De l'autre côté, de même, les zones de stockage qui accueilleront les réservoirs de gaz frigorigènes sont entourées sur trois côtés de mur coupe-feu.</p> <p>Les dispositions relative aux murs coupe-feu n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection. Les autres dispositions prévues n'ont pas pu être vérifiées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-6-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Equipements incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment les équipements minimums suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 poteaux incendie DN100 internes au site (poteaux n°64, 65 et 66) d'un débit simultané de minimum de 360 m³/h ; • .../... • d'une colonne sèche horizontale partant de l'hydrant n°65 jusqu'à un emplacement situé à l'Est de la plateforme de stockage disposant d'une aire de mise en aspiration des engins pompes répondant aux caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-newton, d'une superficie minimale de 32 m² (8 mètres x 4 mètres) et desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclus ; ◦ permettre la mise en station d'un engin-pompe auprès de cette réserve, par la création d'une plateforme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kN et ayant une superficie minimale de 32 m² (8 mètres x 4 mètres) desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclus ; ◦ Ce moyen fait l'objet d'une réception par le SDIS76 avant la mise en fonctionnement de la plateforme de stockage. La colonne sèche est disposée de façon à ne pas entraver la circulation des engins et des piétons. Elle est correctement entretenue et est protégée des heurts ; • d'un système d'arrosage automatique de la cuve tampon de R454A, des stockages de fûts à pression de R454A en cours de processus, ainsi que des stockages des fûts à pression de R454A hors processus asservie à une détection de montée en température et en pression de la cuve. Le dispositif est également manuellement manœuvrable depuis un endroit |

| |
|---|
| <p>rapidement accessible et en toutes circonstances, parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement ;</p> <p>.../....</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait le choix d'installer un 4ème hydrant plutôt qu'une colonne sèche pour des questions techniques. Le poteau a été vu sur site, positionné près de l'entrée à l'arrière du site. Ce poteau n'a pas encore été réceptionné par les services de secours et n'est pas encore numéroté.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs présenté la fiche de relevés de vérification annuelles des débits et pression des poteaux et bouches d'incendie du 10 octobre 2025. D'après cette fiche, les poteaux délivrent individuellement un débit maximal de 193m³/h pour le poteau 64, 217 m³/h pour le poteau 65, 198 m³/h pour le poteau 66.</p> <p>En essai simultané, la fiche indique une « prise en simultané avec poteau 64 et 65 » mais aussi une observation « 64+65+66 » associé au résultat de 149 m³/h, une observation « 65+64+66 » associée au résultat de 179 m³/h et une observation « 66+65+64 » associée au résultat de 140 m³/h. Il n'a pas été confirmé lors de la visite que l'essai simultané est fait sur 2 ou 3 poteaux et si le débit cumulé atteint 360 m³/h.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de deux mois, il est demandé à l'exploitant de confirmer si l'essai simultané est conduit sur 2 ou 3 poteaux et si le débit cumulé atteint bien 360 m³/h.</p> <p>L'exploitant transmettra par ailleurs l'avis du SDIS sur le changement de solution, le PV de réception du poteau et le résultat de l'essai de débit et pression avec un minimum de 60 m³/h en vue d'acter la substitution de la colonne sèche prescrite par ce nouvel hydrant.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 6 : Surveillance et contrôle des accès

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 1-8</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions pour la plateforme de stockage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>../...</p> <p>La plateforme de stockage des fluides fait l'objet d'un contrôle d'accès par badge et est placée sous surveillance vidéo avec report au poste de garde..../...</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La barrière à l'entrée de la plateforme est contrôlée par badge. La surveillance vidéo n'est pas installée à ce jour.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Confinement de pollutions accidentelles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 6-4-3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétention au droit de la plateforme de stockage |
| Prescription contrôlée : La plateforme extérieure de stockage dispose d'une rétention indépendante, de 100 m ³ , assurée par un dispositif enterré en acier galvanisé localisé le long de la paroi commune au site. Ce dispositif permet une régulation des flux d'eaux pluviales avant de rejoindre le réseau actuel des eaux pluviales de l'établissement. En cas d'écoulement accidentel, un dispositif de fermeture automatique est actionné pour permettre le confinement des eaux susceptibles d'être polluées au niveau de la plateforme extérieure de stockage. |
| Constats : L'exploitant a précisé les dispositions retenues pour retenir une pollution accidentelle. A proximité de la zone de dépotage des camions, deux cuves enterrées de 50 m ³ ont été installées pour recueillir les eaux pluviales. Seuls les tampons des cuves ont été observés pendant la visite. Par un caniveau entourant la zone de dépotage, toute pollution accidentelle est dirigée vers les cuves. Un dispositif de fermeture automatique est présent à proximité de cette zone, dispositif testé pendant la visite. Il est prévu qu'il soit déplacé dans le bureau de la plateforme de stockage. La procédure de dépotage des camions prévoit la fermeture de la vanne avant le début de l'opération. L'exploitant a précisé que cette fermeture serait asservie au dépotage. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de deux mois, l'exploitant justifiera le volume des deux rétentions qui n'ont pas pu être observées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |